



48291

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/SM/35
25 juin 1981

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Groupe de travail sur l'organisation, le
contenu et les méthodes des enquêtes
sur les ménages

Addis-Abéba, 29 juin - 3 juillet 1981

REVENU, CONSOMMATION ET DEPENSES

(le document est une reproduction de la deuxième partie,
chapitre II de la version provisoire du "Manuel Révisé
d'Enquêtes auprès des ménages" préparé par le Bureau
Statistique des Nations Unies en collaboration avec
la FAO, le BIT, l'UNESCO, l'OMS et la
Banque Mondiale)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
A. Utilisations, but et portée des données sur le revenu et les dépenses des enquêtes sur les ménages.	1 - 3
B. Utilisation des enquêtes sur le ménage dans la collecte de données sur le revenu et les dépenses des ménages.	3 - 5
C. Organisation des enquêtes auprès des ménages portant sur le revenu et les dépenses.	5 - 12
D. Problèmes méthodologiques.	13 - 23
E. Besoins de données et classifications.	23 - 30
F. Evaluation, tabulation et présentation des résultats	30 - 35

Revenus, consommation et dépenses

Le présent chapitre se propose de mettre en évidence quelques problèmes qui se posent aux personnes chargées d'enquêter sur le revenu et les dépenses et de présenter certaines méthodes visant à les résoudre.

La Section A présente brièvement quelques utilisations et objectifs des enquêtes portant sur le revenu et les dépenses et traite de la portée potentielle de telles enquêtes. Dans la Section B l'utilisation des enquêtes sur les ménages pour la collecte de données sur les revenus et les dépenses des ménages est considérée dans le contexte de données globales requises dans le domaine. Le traitement du revenu et des dépenses dans un programme d'enquête continu y est également étudié. La Section C traite de problèmes portant sur l'organisation des enquêtes sur les ménages portant sur le revenu et les dépenses, y compris des questions telles que la périodicité, l'échantillonnage, et la collecte des données. La Section D expose les lignes directrices conceptuelles existantes publiées par l'ONU et l'OIT en la matière et traite de quelques-uns des problèmes posés par leur interprétation. Les données requises sur le revenu et les dépenses dans des enquêtes et quelques problèmes de mesures connexes sont traités dans la Section E. La Section F présente quelques tabulations illustratives et des suggestions pour des évaluations et l'analyse de résultats d'enquête. Enfin, la Section G souligne l'importance qu'il y a à développer et à assurer une base de données dans ce domaine au niveau national et traite du but des données de l'enquête à cette fin.

A. Utilisations, But et Portée des données sur le revenu et les dépenses des enquêtes sur les ménages

1. Utilisations

Les données sur les revenus et les dépenses des ménages obtenues par des enquêtes sur les ménages ont des utilisations multiples et de plus en plus diverses. Elles sont fréquemment utilisées comme base pour les décisions sur des politiques visant au bien-être et des politiques fiscales, par exemple. Elles peuvent également être utilisées pour étudier les effets de la répartition des avantages sociaux et fiscaux et le progrès économique de la population en général. Les données sur les dépenses sont utilisées dans la détermination des pondérations des indices des prix à la consommation, dans la construction des tableaux ressources-emplois en comptabilité nationale et pour des analyses de la demande. Il y a lieu de penser que dans l'avenir des domaines dans lesquels les données sur les revenus et les dépenses seront utilisés seront de plus en plus nombreux. Plus particulièrement elles ont un rôle fondamental à jouer dans les systèmes intégrés des bases de données économiques et sociales et de données associées.

2. Buts

Les enquêtes portant sur les revenus et les dépenses des ménages peuvent avoir plusieurs buts, notamment :

- (a) obtenir des pondérations et autres données utiles à la planification de la collecte des données statistiques ou à la construction ou la révision des indices des prix à la consommation, des indices comparés des prix entre différentes localités, et autres indices;

- (b) fournir des données sur la répartition des revenus et des dépenses des ménages;
- (c) fournir des données de base requises pour les prises de décisions politiques et faciliter la détermination de besoins ou l'établissement des objectifs à atteindre;
- (d) fournir des données visant à évaluer l'impact des programmes sociaux ou économiques envisagés ou existants sur les conditions de vie des ménages;
- (e) fournir des données visant à analyser les changements dans le temps des niveaux de vie et les disparités existant entre les ménages selon les divers groupes socio-économiques, les zones géographiques, les zones rurales et urbaines, etc.;
- (f) fournir des données pour l'élaboration du compte des ménages en comptabilité nationale et pour établir des équilibres ressources-emplois;
- (g) fournir des données visant à évaluer les effets de la répartition des avantages sociaux et des impôts directs et indirects;
- (h) fournir des données visant à l'élaboration de politiques fiscales et à l'étude des incidences fiscales.

Les renseignements obtenus des enquêtes portant sur les revenus et les dépenses des ménages peuvent satisfaire d'autres besoins des services publics, des organisations sociales et de la recherche. C'est ainsi que les données découlant d'enquêtes peuvent être utilisées dans la détermination ou la révision des niveaux de salaire minimum pour les salariés des zones urbaines et rurales. Les enquêtes peuvent également fournir des informations sur la consommation alimentaire et les conditions de logement et de santé de la population par rapport aux dépenses des ménages.

3. Portée

Comme il est indiqué plus haut, les buts éventuels des enquêtes sur les dépenses et les revenus des ménages sont très divers. De toute évidence, il n'est pas possible de réaliser simultanément tous ces buts dans une seule enquête. Il est par conséquent nécessaire d'avoir présent à l'esprit les buts particuliers de chaque enquête lors de son exécution. Si, par exemple, le but premier d'une enquête est d'obtenir des pondérations pour les indices des prix à la consommation, les principaux éléments à collecter sont les dépenses de consommation en espèces. Mais, si le but principal d'une enquête est l'étude des niveaux de vie de la population, les renseignements sur les revenus en espèces et en nature et/ou les dépenses de consommation devraient être collectés. De même, les buts particuliers de chaque enquête déterminent le champ de l'enquête, c'est-à-dire la population à enquêter. Bien que la méthodologie de l'enquête soit fonction de ses principaux buts, il importe également de noter l'intérêt qu'il y a à obtenir des renseignements sur des sujets connexes ainsi que sur des caractéristiques socio-économiques générales des ménages et des membres des ménages. De tels renseignements peuvent être utilisés directement lorsqu'on présente les résultats des enquêtes afin de mettre en évidence les conditions associées aux structures de dépenses et de revenu. Ils peuvent également être impor-

tants en ce qu'ils permettent l'intégration des résultats d'enquêtes différentes, ou tout au moins à les comparer.

Dans les enquêtes portant essentiellement sur les revenus et les dépenses, il est souhaitable de collecter des informations détaillées pour chaque individu sur chaque élément de revenu et de dépense. Cette procédure offre deux avantages: elle maximise l'utilité des résultats d'une enquête pour les nombreuses applications qui nécessitent d'amples détails, et elle permet des mesures plus fiables des revenus et des dépenses globaux.

En planifiant le champ géographique d'une enquête sur les ménages portant sur le revenu et les dépenses, il est généralement préférable de couvrir l'ensemble du pays, puisque cela accroîtra l'utilité des données. Toutefois, des considérations d'ordre pratique et économique amènent souvent à limiter la couverture géographique. Dans les zones à population très clairsemée, les distances entre les ménages sont grandes, et il peut même être difficile de localiser les ménages, ce qui rend chaque entretien extrêmement onéreux et long.

Il conviendrait également que le champ de l'enquête en termes de groupes de population couvert soit, en principe, universel, en incluant des personnes vivant dans des ménages collectifs tels que les casernes, les hôpitaux et les prisons. Cependant, du fait de problèmes pratiques que cela soulève, cette population est souvent exclue.

B. Utilisation des enquêtes sur le ménage dans la collecte de données sur le revenu et les dépenses des ménages

1. Sources des données sur le revenu et les dépenses des ménages

Les renseignements sur le revenu et les dépenses des ménages peuvent être obtenus de plusieurs sources différentes. Par exemple, les données sur le revenu peuvent être obtenues à partir des recensements de la population, des recettes des impôts sur le revenu, des états de la sécurité sociale ainsi que les enquêtes par sondage auprès des ménages. Les renseignements sur les dépenses peuvent être obtenus indirectement des registres des ventes et des statistiques sur la production et le commerce, ou directement par des enquêtes par sondage auprès des ménages. Chacune de ces sources offre des avantages et des inconvénients pour des buts particuliers. Sans parler des avantages et des inconvénients de chaque source, il convient de noter qu'un programme d'enquêtes sur les ménages constitue un instrument particulièrement efficace pour mesurer le revenu et les dépenses des ménages. Par rapport à d'autres sources de données, les enquêtes par sondage auprès des ménages présentent l'avantage d'avoir une portée plus vaste. Elles peuvent couvrir la population toute entière et faire en même temps une distinction entre les groupes importants - tels que les ménages à faible et à haut revenu des villes et des campagnes, les ouvriers agricoles et non-agricoles, les personnes actives et inactives économiquement, les contribuables et les non-contribuables, etc. Une autre caractéristique des enquêtes auprès des ménages c'est leur souplesse sur le plan des définitions, des concepts et des techniques selon les besoins particuliers de l'enquête et leur

souplesse à déterminer jusqu'à quel degré doivent être détaillées les informations à collecter. Les enquêtes sur les ménages ont aussi l'avantage de permettre la collecte et l'utilisation de données sur des sujets connexes divers. C'est ainsi qu'il est courant dans les enquêtes sur le revenu et les dépenses de collecter des données sur des caractéristiques démographiques, l'activité économique et autres sujets connexes en même temps que des données sur le revenu et les dépenses. Il conviendrait, toutefois, de souligner que les données obtenues par des enquêtes auprès des ménages ne sont pas habituellement des substituts des données provenant d'autres sources. En fait, elles devraient être complémentaires à celles provenant d'autres sources et dans une certaine mesure cette complémentarité est destinée à accroître les utilisations possibles et la fiabilité des données.

2. Importance du revenu et des dépenses

Ces dernières années, les niveaux, les tendances et la répartition des niveaux de vie et des circonstances socio-économiques connexes ont fait l'objet d'une attention plus accrue des responsables politiques et des planificateurs. Puisque les renseignements globaux requis pour évaluer les nombreux aspects de ces conditions sont rarement disponibles dans les archives administratives existantes, les enquêtes auprès des ménages ont de plus en plus été utilisées pour la collecte des données. Cela est particulièrement vrai pour le revenu et les dépenses, éléments fondamentaux dans les conditions de vie. Par conséquent, nombre de pays accordent une grande priorité au revenu et aux dépenses lorsqu'ils élaborent des programmes d'enquêtes. Ceci ressort clairement des activités que les services statistiques des pays participant au Programme National de mise en place de dispositifs permanents d'enquêtes, programme de l'ONU se proposent de mener. Sans tenir compte du niveau de leur développement statistique, lesdits pays ont en général accordé une attention particulière à ce type d'enquêtes, fait qui s'inscrit dans le cadre d'une prise de conscience grandissante de l'importance qu'il y a à évaluer l'impact des efforts de développement sur la population, notamment les effets de leurs répartitions.

3. Revenu et dépenses dans le cadre d'un programme d'enquêtes continues

Il importe que les enquêtes sur les ménages portant sur le revenu et les dépenses soient coordonnées avec d'autres enquêtes ainsi qu'avec les recensements et les archives administratives. Si les concepts, les définitions, les classifications et les méthodes sont compatibles, alors les statistiques qui en résultent peuvent être utilisées conjointement. Ces dernières années ont marqué une prise de conscience grandissante de l'importance de cette coordination et chaque jour davantage de services statistiques nationaux planifient et exécutent des programmes d'enquêtes continues et coordonnées couvrant des sujets très divers.

Outre le revenu et les dépenses, des programmes d'enquête intégrés peuvent couvrir les sujets suivants : caractéristiques démographiques, main-d'œuvre et emploi, emploi du temps, consommation alimentaire et nutrition, habitat, agriculture, santé et éducation.

Un pays, le Kenya, a mis en place un programme d'enquêtes nationales intégrées, y compris une infrastructure efficace pour la collecte et l'exploitation de données socio-économiques des zones urbaines et rurales du pays. L'on encourage les autres pays participant au Programme National de mise en place de dispositifs d'enquêtes de l'ONU à établir un programme coordonné d'enquêtes en vue de maximiser l'utilité des données collectées.

C. Organisation des enquêtes auprès des ménages portant sur le revenu et les dépenses

1. Périodicité

Les enquêtes portant sur le revenu et les dépenses des ménages devraient être entreprises de façon continue, périodiquement (par exemple chaque trimestre, chaque année ou à des intervalles plus grands) ou sur une base ad-hoc.

En déterminant la fréquence selon laquelle s'effectuera la collecte des données, l'on doit toujours avoir présents à l'esprit les points suivants : les buts poursuivis par l'enquête, le coût de la collecte des données et la possibilité de mettre les bases de sondage à jour.

Par exemple si le but poursuivi par l'enquête est la mesure du niveau et des conditions de vie, la fréquence de la collecte des données dépend en grande partie du rythme des changements susceptibles d'intervenir dans les principales composantes des conditions de vie de la population. Les changements qui affectent une grande partie de ces conditions sont généralement si lents qu'il n'est pas nécessaire d'observer fréquemment la population. Si le but visé est la détermination des pondérations des indices de prix à la consommation, la périodicité de l'enquête est essentiellement fonction du rythme des changements qui interviennent dans la structure de la consommation. Plusieurs pays mettent les pondérations de leurs indices des prix à la consommation à jour régulièrement mais à des intervalles de temps assez longs, par exemple tous les cinq ou dix ans, cependant que d'autres pays revisent annuellement les pondérations de leurs indices et de ce fait organisent chaque année des enquêtes sur les dépenses des ménages.

Les enquêtes à courte périodicité, plus légères et celles plus vastes et plus lourdes, réalisées à des intervalles de temps plus longs, ont chacune des avantages et des inconvénients. Les enquêtes à grande échelle, à périodicité plus grande, peuvent être coordonnées avec les recensements de la population et de l'habitat de façon à bénéficier chaque fois de la nouvelle base de sondage. On dispose également, pour ces enquêtes, de plus de temps pour mettre au point de nouvelles méthodes de travail et des concepts et définitions de base et pour tester de nouvelles techniques. Il y a toutefois une contrainte à respecter, celle de maintenir une large comparabilité entre des enquêtes successives. Un inconvénient possible des enquêtes très espacées dans le temps est que la période à laquelle elles doivent être réalisées corresponde avec une année "anormale" sur le plan climatique et des conditions économiques, et risquent de ce fait de ne pas être représentatives. Pour se protéger contre cette éventualité, il est possible d'étendre l'enquête sur une durée de plus d'un an, par exemple deux années comme l'Enquête sur les Dépenses de Consommation de 1972/73 aux Etats-Unis d'Amérique.

Les enquêtes continues ou plus fréquentes, par contre, fournissent des données pour un contrôle plus serré des changements relativement rapides qui interviennent dans la structure de la consommation et les conditions de vie. Ceci peut s'avérer particulièrement important pour des pays ne disposant pas d'autres sources de données courantes.

A partir de petites enquêtes plus fréquentes, il est possible d'obtenir des estimations suffisamment précises de certaines séries suffisantes pour évaluer les changements intervenus dans les agrégats importants calculés à partir d'une grande enquête récente. Lorsqu'on veut comparer les grandes enquêtes légères, plus fréquentes, il faut juger de la valeur des informations plus fréquentes par rapport à celle des données plus précises et plus détaillées fournies par les enquêtes lourdes.

Le Bangladesh, la Bulgarie, la Nouvelle Zélande ainsi que d'autres pays mènent des enquêtes continues sur les dépenses des ménages. Des pays tels que Hong Kong, Israël, le Malawi, le Portugal et Singapour mènent des enquêtes ad-hoc ou des enquêtes avec des intervalles de cinq ans ou plus.

Nombre de pays peuvent de temps en temps avoir besoin de renseignements détaillés sur le revenu et les dépenses et sur les conditions de vie des ménages de certains groupes particuliers de la population ou de certaines régions du pays, tels que les retraités, les ménages à faible revenu, les habitants de zones économiquement défavorisées, etc. Il conviendrait que les enquêtes soient conçues de manière à garantir que les groupes particuliers pour lesquels les données sont requises soient proprement identifiés et représentés dans l'échantillon. Dans certains cas, il est possible de collecter des données plus détaillées pour des groupes spécifiques par rapport à d'autres groupes dans le cadre d'une enquête générale. Une autre solution consisterait à organiser des enquêtes spéciales ou des volets spéciaux pour ces groupes spéciaux de la population.

2. Plan d'enquête

Plusieurs aspects des plans d'enquête ont été abordés dans la première partie du présent manuel. Ne sont traités ci-dessous que quelques facteurs particuliers aux enquêtes sur les revenus et les dépenses.

a) Variations saisonnières

En concevant le plan des enquêtes sur les revenus et les dépenses il est important de prendre en compte, et si possible de l'éviter, l'influence sur les données des perturbations causées par les saisons, le climat et les vacances. En effet la structure des dépenses de consommation et du revenu de certains groupes importants de la population varient suivant les saisons. C'est le cas par exemple des dépenses pour la consommation des fruits, des légumes, de l'habillement et pour les revenus des travailleurs agricoles. Si l'enquête est réalisée pendant la période des vacances, outre l'effet probable de la réduction du taux de réponse, les dépenses pour loisirs et déplacements seront probablement affectées. Les biais introduits par de telles situations particulières pourraient également être réduits par l'étalement de la collecte des données sur le terrain sur une longue période.

Des interviews régulières étalées sur une année fournissent probablement des résultats annuels plus dignes de foi, la période de référence n'étant pas trop longue. Toutefois, si le budget de l'enquête est limité, cette méthode amènera nécessairement à réduire la taille de l'échantillon. Lorsque les mêmes ménages sont enquêtés au cours des différents passages les autres problèmes que l'on pourrait rencontrer sont la fatigue de l'enquêté, des changements dans la composition des ménages, des migrations etc...

Les enquêtes continues sont particulièrement courantes dans les pays de l'Europe de l'Est. Par exemple pour l'enquête sur le budget des ménages de la Bulgarie, une liste de ménages a été tirée et il est demandé à ceux-ci de tenir des carnets de dépenses. Depuis 1977, un échantillon tournant de ménages, renouvelé partiellement tous les quatre mois, a été utilisé. On espère limiter, par cette méthode, la fatigue de l'enquêté, tout en assurant une certaine continuité de l'enquête.

Un autre moyen pour éviter des effets saisonniers est de diviser l'échantillon en sous-échantillons enquêtés séparément à différentes périodes de l'année. Les effets saisonniers peuvent enfin être évités, à la limite, en retenant une période de référence assez longue pour les rubriques et articles affectés par des variations saisonnières.

b) Taille de l'échantillon

Selon la théorie statistique les principaux facteurs qui déterminent la taille de l'échantillon sont l'erreur de sondage estimé et le degré de précision souhaité. Dans la pratique, ces facteurs sont encore plus importants dans les enquêtes sur les revenus et les dépenses qui doivent fournir en plus des estimations significatives au niveau national, des estimations significatives au niveau régional, pour certains groupes spécifiques de la population, qui doivent fournir une distribution plutôt qu'une simple moyenne ou un total. En particulier, pour ce qui est des estimations de distribution, l'échantillon devra être, toutes choses restant égales par ailleurs, le plus grand possible pour éviter de biaiser la distribution.

Pour améliorer la précision des résultats l'on a souvent recours à la stratification. Les caractéristiques socio-économiques utilisées comme facteurs de stratifications devraient cependant être directement ou indirectement liées aux variables principales retenues pour l'enquête. Lorsque ces variables sont le revenu et les dépenses des ménages, ceux-ci (revenu et dépenses) peuvent être utilisés comme facteurs de stratification. Il n'est pas nécessaire que les indicateurs utilisés soient très précis. A ce stade des distributions régionales approximatives de quelques indicateurs socio-économiques pourraient suffire. Pour la stratification à l'avant-dernier degré de sondage, diverses méthodes rapides peuvent être utilisées. Par exemple, dans les pays francophones d'Afrique, l'on demande à une personne influente du village de classer approximativement tous les ménages de la localité en trois grands groupes de revenus.

Il est important de s'assurer que le plan de sondage retenu permet une représentation suffisante des ménages de différentes tailles, composition et classes de revenus. Par un sondage aléatoire simple il est difficile d'estimer, avec une précision suffisante, des variables relatifs à des groupes faiblement représentés dans la population. L'on devrait alors utiliser la stratification d'autres méthodes pour permettre de tirer des ménages avec des caractéristiques particulières avec une probabilité de sélection supérieure à celle des autres catégories de ménages. Il est aussi possible de faire une stratification à posteriori. Plusieurs pays, comme la Réunion par exemple, utilisent la stratification à posteriori, l'échantillon et la population étant subdivisés en groupes de ménages présentant certaines caractéristiques. Le poids des ménages de chacun des groupes est alors estimé par le ratio entre le nombre de ménages de ce groupe figurant dans l'échantillon et le nombre total, estimé à partir des données du recensement de la population le plus récent, de ces ménages figurant dans la population totale.

Dans un petit nombre de pays, dont la République Fédérale d'Allemagne, les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages se font sur la base d'une participation volontaire des ménages, au lieu d'un sondage statistique. Les coefficients de pondération des ménages sont alors calculés à posteriori comme indiqué ci-dessus.

c) Erreurs d'observation

Les enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages sont particulièrement sujettes à des erreurs d'observation, à cause de la délicatesse du sujet. On peut réduire, mais non supprimer totalement, les erreurs d'observation par une préparation et une organisation minutieuses des enquêtes. Un moyen d'évaluer l'importance des distorsions est de comparer les agrégats obtenus par l'enquête avec des agrégats provenant d'autres sources de données statistiques. Nous reviendrons sur cet aspect à la section F.2 portant sur l'évaluation des résultats de l'enquête. Une autre méthode consiste à collationner des informations fournies par des individus avec celles provenant d'autres sources. Cette méthode est utilisée en Hongrie, par vérification par la Statistique auprès des employeurs des revenus déclarés par des enquêtés.

Un autre moyen consiste à gagner la confiance des ménages par des visites répétées pour obtenir des informations fiables. Au Soudan comme au Botswana les données ont été collectées en 12 passages d'un mois de chacun.

Les erreurs d'observation peuvent aussi provenir des non-réponses. Nous reviendrons sur ce point ci-dessous.

d) Non-réponse

La plupart des enquêtes connaissent, à des degrés divers, ce problème de non-réponse. On remarque généralement que ce phénomène de non-réponse est particulièrement important chez les ménages à revenus élevés et chez ceux à bas revenus. D'autre part les non-réponses sont beaucoup plus fréquents dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

Les effets des non-réponses peuvent être atténués dans une certaine mesure par une surestimation dans l'échantillon total de la taille des sous-échantillons de ces groupes particulièrement affectés par ce phénomène. Mais même cette méthode ne permet toutefois pas d'éliminer complètement les effets des non-réponses.

Le taux de non-réponse peut être assez élevé. Dans une enquête réalisée en Nouvelle Zélande 21 pour cent des ménages ont refusé de répondre.

Plusieurs pays compensent les non-réponses par un ajustement des coefficients de pondérations des ménages. Dans l'enquête annuelle sur la distribution de revenus du Canada, les coefficients de pondération des ménages sont corrigés à la bourse, par l'inverse du taux de réponse des ménages. D'autres pays, par exemple la France, l'Irlande et la Réunion utilisent la stratification à postériori, telle que décrite ci-dessus, pour compenser les non-réponses. Une autre méthode, utilisée par exemple aux Seychelles, consiste à remplacer les ménages qui refusent de répondre par des ménages présentant les mêmes caractéristiques.

3. Collecte des données

a) Mode de collecte des données

Dans les enquêtes sur les revenus et les dépenses, la méthode des carnets de relevés journaliers a l'avantage de fournir à peu de frais, dans la mesure où les frais de transport et les coûts des enquêteurs peuvent être réduits. Dans certaines conditions cette méthode n'est cependant pas appropriée pour la collecte des informations sur les achats. Elle ne pourrait être utilisée que s'il existe une personne lettrée dans le ménage. De mauvaises interprétations des renseignements consignés dans les carnets étant fréquentes, il est important que soit mis en place un système de contrôle efficace. L'extension de la méthode à des ménages d'illétrés doit être évaluée lors de la planification de l'enquête pour éviter la situation dans laquelle plusieurs ménages devraient être exclus de l'enquête à cause de l'analphabétisme.

Dans la méthode des interviews les instructions peuvent être suivies de façon plus stricte. Elle est par conséquent plus particulièrement recommandé pour les enquêtes sur les revenus, qui peuvent être relativement compliquées. Un inconvénient de la méthode des interviews dans les enquêtes sur les dépenses est que la période de référence pour les achats de produits de consommation courante doit être courte à cause de l'effet de mémoire. Il serait donc nécessaire de mener des interviews successives ce qui a pour conséquence l'augmentation des coûts d'enquête.

Des contrôles judicieux sont nécessaires lorsqu'on utilise des carnets journaliers, par exemple pour éviter des doubles comptes qui peuvent apparaître lorsqu'on laisse dans les ménages, à la fois des carnets collectifs et des carnets individuels, à chaque membre du ménage. Il serait alors utile de combiner la méthode des carnets avec celle des visites fréquentes aux ménages. A Trinidad et Tobago, les enquêteurs sont passés dans les ménages tous les deux jours pour s'assurer que les dépenses journalières sont enregistrées.

La période durant laquelle il convient d'utiliser des carnets varie considérablement selon les pays. Il est fort courant d'instaurer des périodes d'une semaine, mais en Union Soviétique ainsi que dans d'autres pays à économie planifiée, on utilise des périodes d'une année. En Pologne, les ménages remplissent des "carnets de dépenses" durant une année au moins. Les enquêteurs retournent au moins une fois par mois visiter les ménages et contrôler les carnets.

Dans de nombreux cas, l'on combine l'interview et la méthode des carnets. L'enquête couvre les revenus et les achats de denrées non essentielles, alors que dans les carnets sont notées les dépenses courantes. Les Seychelles ont utilisé cette méthode dans leur enquête sur les dépenses des ménages de 1978.

b) Période de référence

Lorsque l'on utilise la méthode de l'interview, il importe de choisir soigneusement la période de référence pour chaque produit du revenu et de dépense. Si celle-ci est trop courte, seul y figurera un nombre infime d'achats, ce qui entraînera d'importantes erreurs d'observation. Par ailleurs, une trop longue période de référence peut entraîner des biais dans les réponses par suite d'oubli. Par conséquent il y a lieu d'étudier la structure normale des flux de revenu et des dépenses lors de la détermination des périodes de référence, qui peut varier selon les produits. C'est ainsi que divers éléments sont utilisés dans le calcul des résultats afin d'obtenir des chiffres comparables.

En règle générale, les périodes de référence plus longues sont utilisées pour les dépenses importantes, par exemple, sur des biens de consommations durables, les soins médicaux, la scolarité, etc.; et les périodes de référence plus courtes (un mois, par exemple) pour l'habillement, les chaussures et d'autres petites dépenses sur des produits non-alimentaires. Des périodes de référence variables ou les dates des derniers paiements peuvent être utilisées pour les notes de gaz, électricité et autres, des périodes de référence très courtes (un ou deux jours par exemple) sont préférables pour les dépenses alimentaires et autres dépenses mineures.

Dans une enquête en zone urbaine menée en 1968 au Malawi, les périodes de référence furent les sept derniers jours pour les aliments et les boissons, douze mois pour les dépenses vestimentaires et dépenses diverses pour les ménages à faible revenu et un mois pour les ménages à revenu élevé. L'enquête menée en zones urbaine et rurale en 1971 en Colombie a utilisé des périodes de référence d'une semaine pour les aliments et les boissons, d'un mois pour le loyer, le transport, les loisirs, le gaz et l'électricité, etc., d'un an pour l'habillement, l'équipement ménager, les soins médicaux, etc., et des périodes de référence variables pour l'enseignement et la culture. Lorsque l'on détermine la période de référence pour des données sur le revenu, il conviendrait d'avoir présentes à l'esprit les variations saisonnières. Un problème courant, notamment quant aux activités agricoles, c'est que la période d'activité ne correspond pas à celle de la jouissance du revenu.

Les variations irrégulières des revenus peuvent également poser des problèmes. Dans les pays où sévit le chômage, les emplois temporaires peuvent être courants, ce qui crée une variation de revenu selon les mois. En pareil cas, la

réponse d'un individu dans une enquête à interview unique portant sur une période de référence d'un an ne risque pas d'être fiable. Dans le même temps, si l'on enquête un individu au revenu flottant par une interview unique sur une période de référence d'un mois, l'extrapolation de son revenu sur une base d'un an risque de donner des résultats faux.

En Iran, l'on utilise à la fois tant des périodes de référence d'un mois que d'un an pour la collecte et les tabulations de données sur le revenu. L'Australie utilise un système grâce auquel les renseignements sur la plupart des types de revenu étaient obtenus sur une base courante, alors que certains types de revenu notamment les revenus d'investissements et les revenus des entreprises, étaient obtenus pour les douze mois antérieurs ou l'année budgétaire.

En Irlande, la période du dernier salaire et la période correspondante est utilisée pour les traitements, les salaires, les pensions, etc., alors n'importe quelle période récente et convenable de 12 mois est utilisée pour le revenu de l'entreprise. Le Brésil a utilisée dans une enquête une période de référence du revenu du mois précédant l'interview, exception faite du revenu de l'entreprise et du revenu de la propriété, où l'on a enregistré les profits nets annuels. Aux Philippines, l'on a utilisé une période de référence d'une semaine pour les aliments, les boissons et le tabac et d'un an pour les dépenses sur tous les autres produits.

c) Visites répétées

La question de la période de référence est étroitement liée à celle des visites répétées au même ménage. Avec les visites répétées, il est possible d'écourter la période de référence chaque fois que cela est nécessaire, ce qui améliore la fiabilité des réponses.

Dans une enquête menée au Mexique, les ménages furent visités trois fois par semaine pour surveiller l'enregistrement des dépenses de ménage. Au Népal, les ménages furent visités quotidiennement pendant sept jours consécutifs.

Au cours de l'enquête menée en 1973/74 au Botswana, douze passages mensuels furent entrepris sur l'échantillon de ménages. A chaque passage, les données ont été collectées sur le revenu d'un mois, ce qui fait qu'après une année le revenu annuel des ménages avait été enregistré.

d) Plan de questionnaire

Le questionnaire est extrêmement important pour le succès de l'enquête. Il conviendrait qu'il soit le plus simple possible afin de faciliter la tâche des enquêteurs et que sa longueur soit limitée afin d'éviter la fatigue aux enquêteurs et aux enquêtés. En revanche, il importe que le questionnaire soit suffisamment détaillé afin de permettre la collecte de renseignements exacts. Généralement, les réponses à une question générale sur le revenu tendent à ne couvrir que les retraits habituels nets de revenu. L'enregistrement détaillé de tout le revenu permettrait de noter les divers flux de revenu séparément, y compris le paiement des heures supplémentaires, les pourboires, les repas gratuits, etc., et de noter les déductions tels que les impôts et droits syndicaux séparément.

Un questionnaire détaillé peut avoir deux buts : l'inclusion ou l'exclusion de certains produits afin d'améliorer l'exactitude totale et d'obtenir des ventilations détaillées de certaines rubriques pour élargir le champ de l'analyse.

Pour ce qui concerne la mesure du revenu de l'entreprise, fort rares sont les enquêtes - même celles qui s'intéressent tout particulièrement aux revenus et aux budgets des ménages - qui ont collecté de façon détaillée ce type de revenu. Habituellement elles ne comprennent qu'une ou deux questions sur le revenu de l'entreprise ou d'une profession. On peut affirmer que les réponses apportées à ce genre de questions générales sont variées mais avec une forte propension à enregistrer des retraits faits des comptes de chacun des établissements ou des activités indépendantes de l'enquête.

Afin de simplifier la collecte de données sur le revenu quelques pays ont utilisé une méthode où l'on présentait aux enquêtés une liste de tranches de revenus et on leur demandait d'indiquer dans laquelle entrait leur revenu total. Bien que cette méthode puisse être utilisée quand l'accent principal d'une enquête est mis sur un autre sujet et, par conséquent, des renseignements sur le revenu moins précis sont requis, le risque évident de cette procédure c'est que l'enquête ne prendra pas soin de totaliser les éléments du revenu individuel avant de le classer dans une tranche et ainsi sous-estimera son revenu.

e) Choix de l'enquête

Le choix de l'enquête peut avoir des incidences considérables sur l'exactitude des résultats de l'enquête. Il est possible de retenir pour l'interview le chef de ménage, l'épouse, le soutien principal, chaque membre du ménage ou une combinaison de ceux-ci. Dans la collecte de données sur les enquêtes sur le revenu, il peut être impossible d'obtenir des renseignements sur le revenu de l'ensemble du ménage à partir d'un seul membre du ménage. C'est pourquoi, des interviews soit en groupe ou individuellement, à tous les membres potentiels pouvant avec tous les soutiens potentiels avoir des revenus, sont recommandées. Pour les enquêtes sur les dépenses où sont utilisés les carnets, il est courant de fournir un carnet personnel à chaque adulte, en plus du carnet principal pour les dépenses courantes du ménage qui doit être gardé par le chef de ménage ou l'épouse. Dans la pratique, il peut ne pas être possible de rassembler tous les membres du ménage au moment de l'enquête. Toutefois, il conviendrait qu'en général le principal soutien soit entendu pour des renseignements sur le revenu et l'épouse pour des données sur les dépenses alimentaires, les petits produits d'entretien, etc. l'on interroge habituellement tous deux ensembles pour les données sur les dépenses consacrées aux biens de consommation durables et semi-durables, l'électricité, le loyer, les frais médicaux, la scolarité, les repas et boissons pris en dehors du foyer, etc.

Dans la pratique, il est courant que les enquêtés ne fassent pas un choix conscient. Tous les membres responsables du ménage qui peuvent fournir les renseignements nécessaires sont acceptés comme enquêtés. Même dans ce cas, les renseignements doivent souvent être fonction de la mémoire d'une seule personne, habituellement la maîtresse de maison.

D. Problèmes méthodologiques

Les notions et les définitions utilisées dans le passé dans des enquêtes axées sur les dépenses et le revenu des ménages ont fréquemment été déterminées séparément pour chaque enquête. Il en est résulté une situation où, d'une part, il est difficile d'établir des comparaisons internationales des résultats des enquêtes nationales et, d'autre part, les possibilités de lien et de comparaison des données parmi diverses études nationales au sein d'un même pays sont limitées. Toutefois, à mesure que s'accroît l'intérêt pour le développement des bases de données nationales intégrées, l'attention portée sur le choix rigoureux et cohérent des concepts et définitions s'accroît.

La présente section fournit des renseignements sur les cadres conceptuels existants et attire l'attention sur quelques problèmes méthodologiques connexes. Ces derniers sont essentiellement le choix et la définition d'unités statistiques et la définition et la classification des dépenses.

1. Unités statistiques pour la collecte et la tabulation de données

a) Unité de collecte

L'unité statistique de base utilisée au fin de la collecte des données sur le revenu et les dépenses est généralement le ménage ou la famille. D'autres notions, telles que l'unité de dépense, l'individu ou l'unité fiscale sont moins fréquemment utilisées. Toutefois, il peut être important de collecter certains renseignements sur certains individus séparément, par exemple sur des domestiques résidents, lorsque ces données seront utilisées pour construire d'autres unités statistiques à la phase de tabulation (confer en première partie les considérations faites sur les unités de sondage, de collecte et autres unités statistiques).

La définition de l'unité de collecte est extrêmement importante et il convient qu'elle soit claire et précise afin d'éviter des problèmes lors des travaux de terrain. Des définitions internationales du ménage et du noyau familial sont données dans les recommandations des Nations Unies sur le recensement de la population et de l'habitat et le guide provisoire des Nations Unies sur les statistiques du revenu et de la consommation (1.29, 1.32) désignés ici guides des Nations Unies. Pour certaines données telles que les revenus des employés, il peut être approprié d'utiliser l'individu ou le bénéficiaire comme unité de collecte telle qu'elle est définie dans les guides des Nations Unies. Toutefois, pour la collecte de statistiques sur le revenu de l'entreprise, les individus ne sont généralement pas utilisés comme unités de collecte, puisque dans le cas de ces entreprises familiales, l'affectation du revenu parmi les membres du ménage qui gère l'entreprise peut ne pas être possible. S'agissant des dépenses, l'individu n'est généralement pas l'unité de collecte appropriée puisque de nombreuses dépenses ont trait au ménage ou famille dans sa totalité. Certains pays basent leurs statistiques de distribution du revenu sur des données fiscales. Ils sont de ce fait contraints d'accepter l'unité fiscale comme unité d'énumération et de tabulation, bien que cela ne soit pas souhaitable lorsque les définitions de l'unité fiscale et du ménage ou noyau familial divergent profondément.

b) Unité de tabulation

Pour de nombreux types de tabulations, les renseignements sur le revenu et les dépenses utilisant le ménage comme unité statistique ne sont pas adéquats en eux-mêmes. Si, par exemple, l'enquête a pour objet l'étude des niveaux de vie, il y a lieu de tenir compte du nombre de personnes du ménage. L'on a aussi indiqué des méthodes qui tiennent compte de l'âge et du sexe de chaque membre du ménage afin de calculer le nombre équivalent d'adulte dans chaque ménage. D'autres approches ont pour but de calculer le coût pour chaque individu des besoins fondamentaux selon l'âge et le sexe et les dépenses courantes des ménages selon la taille du ménage. L'utilisation de ces méthodes permet le calcul d'un revenu par adulte équivalent et d'un indice de pauvreté par ménage. Toutefois, ces méthodes n'ont pas encore été standardisées ou appliquées largement.

Une approche plus simple consiste à diviser les dépenses et les revenus totaux par le nombre des membres d'un ménage. Bien que cette mesure par tête soit quelque peu brute, elle n'en est pas moins un indice du niveau de vie des ménages qui informe beaucoup plus que les dépenses et le revenu totaux des ménages.

Comme unité statistique supplémentaire, l'emploi peut être une notion utile pour certaines utilisations, de nombreux employés pouvant avoir plus d'un emploi. De même, dans la mesure où des chefs d'entreprise peuvent posséder et gérer une ou plusieurs entreprises individuelles, celle-ci peut être utilisée comme unité statistique pour le revenu de l'entreprise.

Au Brésil dans l'enquête nationale sur les dépenses des ménages, les quartiers d'habitation constituaient l'unité de sondage. Les renseignements étaient collectés de telle façon que les unités alimentaires, les unités budgétaires et les unités "satellites" pouvaient être identifiées séparément comme unités statistiques pour les tabulations. L'unité satellite était définie comme un employé ou un pensionnaire au sein d'une unité alimentaire qui pouvait décider librement sur l'affectation de son revenu.

2. Problèmes du choix d'unités statistiques

Plusieurs problèmes conceptuels et pratiques se posent couramment quelque soit le choix d'unités de collecte et de tabulation.

a) Généralités

Si la notion de ménage en tant qu'unité de consommation ne soulève aucune contestation essentielle son utilisation en tant qu'unité de production ou unité de revenu soulève néanmoins quelques problèmes.

Le principal argument est que les personnes vivant dans la même unité d'habitation et qui pourvoient ensemble à leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels ne mettent pas forcément ensemble leurs revenus ni ne prennent de décisions communes quant à leurs activités économiques. Diverses situations peuvent se présenter suivant différentes sociétés. C'est ainsi que dans nombre de collectivités africaines une famille élargie comprenant plusieurs ménages peut posséder et cultiver un champ commun, alors que la cuisine et l'entretien sont toujours faits séparément par chacun des ménages (3.1). L'unité de consom-

mation peut également inclure des personnes qui ne résident pas avec le ménage bien qu'ils prennent régulièrement leur repas en commun. Par conséquent, la notion habituelle de ménage peut nécessiter une adaptation ou une définition adéquates afin qu'elle puisse être appliquée de façon cohérente dans des sociétés particulières.

b) Lien entre les caractéristiques socio-économiques et le revenu

Un autre problème est le lien des caractéristiques du revenu des ménages avec les caractéristiques socio-économiques des individus dans des ménages à soutiens multiples. Le problème provient du fait que les caractéristiques socio-économiques du ménage sont parfois fonction de celle de sous-chef. Sans les ménages à soutiens multiples, cela ne fournit pas une mesure fiable de la situation socio-économique du ménage.

c) Personnes ne vivant pas dans les ménages

Les enquêtes sur le revenu et dépenses ont principalement pour objet l'étude des ménages et les personnes y vivant. Toutefois, à certaines fins, telles que la compilation de certaines statistiques sur la distribution du revenu, les personnes ne vivant pas dans des ménages peuvent également être incluses dans l'étude. On peut citer parmi celles-ci, des personnes vivant dans des institutions, par exemple des personnes vivant dans des foyers d'étudiants et asiles pour personnes âgées, les pauvres ou les orphelins à qui sont fournis collectivement des aliments et autres produits essentiels, les soldats vivant dans les casernes ou les camps et les pensionnaires d'institutions telles que hôpitaux et prisons.

D'après les recommandations des Nations Unies sur le recensement de la population et de l'habitat, les personnes vivant dans les hôtels ou les pensions n'appartiennent pas à la catégorie de la population institutionnelle (personnes ne vivant pas dans les ménages) "mais devraient être considérées en tant que membres de ménages à une ou plusieurs personnes, sur la base des arrangements qu'elles font pour satisfaire leurs besoins essentiels. Il conviendrait de traiter de la même façon les personnes ne vivant pas dans les foyers d'étudiants ou autres unités de même nature." 1.32, par 1230.

d) Ménages composés d'une personne

Plusieurs caractéristiques typiques des ménages composés d'une personne rendent de tels ménages différents des autres. Ils sont souvent formés d'un jeune ou d'une personne âgée, le revenu est souvent faible, la structure de dépense est inhabituel, etc. Du fait de ces différences, nombre de pays traitent de façon distincte les ménages composés d'une personne. Au Japon, dans l'enquête sur le revenu et les dépenses des familles, les ménages d'une personne font l'objet d'un tirage distinct. D'autres pays excluent complètement les ménages d'une personne des tableaux présentés dans les rapports d'enquêtes. Toutefois, une telle procédure limite la portée de l'enquête, et partant l'utilité des résultats.

e) Stabilité du concept dans le temps

En définissant les ménages à partir de la notion d'entretien des ménages, deux approches principales sont possibles : l'approche de facto qui couvre tous les membres présents au moment de la collecte des données, et l'approche de jure qui couvre tous les membres qui résident habituellement dans le ménage. En cas d'utilisation de la méthode de jure, il conviendrait de décider de la durée de résidence requise pour être considéré comme membre du ménage. Une règle utile de travail est de considérer comme membres du ménage les personnes dont la durée de présence dans celui-ci est au moins égale à la moitié de la durée utilisée comme période de référence pour les principaux produits de la collecte de données. Cette procédure évite de classer une personne dans plus d'un ménage et augmente la comparabilité de la notion de ménage avec les principales rubriques retenues pour la collecte des données.

Dans la pratique, toutefois, les décisions concernant la durée varient. En Espagne, dans les enquêtes sur le budget des familles, la notion de ménage nécessite que les membres soient présents dans le ménage durant au moins trois des six mois précédant l'interview. Dans une enquête réalisée en République Dominicaine, l'on comptait une personne comme membre du ménage si elle avait vécu dans l'habitation pendant au moins trois mois. Avec la méthode de facto, il n'y a aucun risque de compter une personne comme membre de plus d'un ménage. Toutefois, un problème peut se poser si la taille ou la composition du ménage varie dans le temps. Par exemple, lier le revenu du ménage au cours de l'année antérieure, avec la taille du ménage au moment de l'interview peut entraîner des résultats faux si la taille du ménage au moment de l'étude diffère considérablement de sa taille moyenne de l'année antérieure. De tels changements peuvent être le fait de naissances, décès, de personnes entrant ou quittant le ménage, et d'autres changements démographiques et géographiques. Toutefois, l'approche de facto est d'exécution plus facile. Puisqu'elle classe les invités et les visiteurs comme membres du ménage, elle est particulièrement indiquée quand les résultats de l'étude sont utilisés aux fins d'analyse nutritionnelle ou si l'étude des dépenses des ménages est menée conjointement avec une étude sur la consommation alimentaire. C'est la notion la plus couramment utilisée.

f) Ménages avec plusieurs habitations

Dans certains pays, il est courant qu'un ménage possède plusieurs unités d'habitation et que les membres du ménage soient partagés parmi ces unités. Les guides des Nations Unies recommandent qu'en pareils cas les personnes vivant dans chacune des unités soient considérées comme des ménages séparés. Toutefois, dans l'enquête sur la Distribution du Revenu Rural menée en 1974/75 au Botswana, l'on a constaté que les ménages étaient divisés en unités des habitations dans un village, en unités d'habitations dans des exploitations agricoles et dans des fermes. Il fut décidé de traiter ceux qui étaient présents à toutes les unités d'habitations comme un ménage puisque des mouvements fréquents et des échanges de biens s'opéraient durant l'année de l'enquête.

3. Définition du revenu des ménages

a) Concept

La définition du revenu qu'il convient d'utiliser pour les besoins d'enquête auprès des ménages doit tenir compte des emplois futurs des résultats de l'étude. Les principaux critères de distinction du revenu des ménages d'autres recettes du ménage sont les suivants : le revenu des ménages consiste en des recettes en espèces ou en nature qui, en règle générale, sont régulièrement périodiques à des intervalles annuels ou plus fréquents, au ménage ou individuellement à ses membres.

Les instructions des Nations Unies sont basées sur le système de comptabilité nationale des Nations Unies, avec toutefois certaines modifications. Deux notions importantes de revenu y sont définies : le revenu total du ménage et le revenu total disponible du ménage. Le revenu total du ménage est défini comme la somme du revenu primaire, du revenu de la propriété et des transferts courants et autres bénéfices reçus. Il montre le revenu total courant des ménages avant déduction des impôts directs et avant le paiement des contributions à la sécurité sociale et aux caisses de pensions. Le revenu primaire comprend : la rémunération des employés (traitements et salaires et les contributions des employeurs à la sécurité sociale et autres arrangements similaires); le revenu des membres des coopératives de producteurs; et le revenu brut d'exploitation des entreprises individuelles. Le revenu de la propriété reçu comprend les rentes des habitations occupées par les propriétaires eux-mêmes, les intérêts, les dividendes, et les loyers. Les transferts courts et autres bénéfices reçus sont composés : des bénéfices de la sécurité sociale; des bénéfices des annuités d'assurance-vie et des pensions; et autres bénéfices courants.

Le revenu total disponible des ménages est le montant disponible aux ménages pour les dépenses de consommation finale et autres dépenses qui ne sont généralement pas obligatoires, et pour l'épargne. Il résulte de la déduction des impôts directs et des contributions aux pensions et à la sécurité sociale du revenu total des ménages.

Pour plusieurs des éléments du revenu mentionnés ci-dessus, il est impossible d'obtenir directement tous les renseignements nécessaires auprès des ménages. Une part du revenu peut par exemple être reçue en nature, tel que les repas gratuits considérés comme faisant partie du revenu salarial ou l'auto consommation de la production agricole considérée comme partie du revenu d'exploitation de l'entreprise. En pareils cas la valeur monétaire devra être calculée après la collecte de données. Nous y reviendrons ci-dessous à la sous-section E.4.

b) Correspondance avec les autres domaines de la statistique

Pour des raisons conceptuelles et pratiques il y a beaucoup de différences entre le concept de revenu du ménage tel que défini par les manuels des Nations Unies et des concepts utilisés à d'autres fins.

Par rapport au Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies il y a deux grandes différences. L'une est que les contributions des employeurs aux fonds et réserves pour pensions, allocations familiales, assurance et autres caisses similaires pour employés, à l'exception de la sécurité sociale et autres dispositions analogues, et les valeurs estimées de ces contributions des employeurs lorsque celles-ci ne sont pas financées, ne sont pas couvertes par les concepts de revenu tels qu'ils sont définis dans les manuels des Nations Unies bien qu'elles fassent partie de la rémunération des employés dans le SCN. Les principales raisons qui militent en faveur de l'exclusion de tels éléments du concept de revenu du ménage sont que : (a) il y aurait, sur le plan des agrégats, un double compte dans la mesure où les pensions et autres recettes similaires sont considérées comme un élément du revenu du ménage, et (b) leurs valeurs sont généralement inconnues des ménages et de ce fait ne peuvent les mentionner au moment de l'enquête.

Une autre différence majeure entre les deux concepts est qu'en SCN, les recettes provenant des caisses privées de pension, assurance vie, annuités et autres recettes similaires sont considérées comme venant en déduction de l'épargne accumulée par les ménages, alors qu'elles sont traitées dans les manuels comme des revenus de transferts. Le principal argument ici est que généralement les ménages considèrent ces recettes comme un revenu plutôt que comme des retraits de leur épargne. De ce fait elles doivent être considérées comme telles.

Certains éléments qui sont considérés comme revenu du secteur privé en comptabilité nationale ne sont pas considérés dans les manuels comme revenu des ménages. Ces éléments qui comprennent des sommes forfaitaires payées pour des accidents de travail ou des paiements reçus des compagnies d'assurances contre des dommages provoqués par les incendies, les tremblements de terre ou les inondations sont enregistrés essentiellement comme éléments de capital et non comme des revenus de transferts. Ces différences, et d'autres moins importantes, entre les manuels des Nations Unies et le SCN sont traitées dans les manuels. (I.29, tableau II.2)

4. Problèmes posés par la définition du revenu

Le concept de revenu tel que défini par les manuels des Nations Unies soulève de nombreux problèmes que nous allons examiner ci-dessus.

a) Régularité des recettes

Comme il a été dit plus haut, un élément qui permet de distinguer le revenu des autres recettes du ménage est sa régularité. La limite entre la régularité et l'irrégularité n'étant pas toujours claire, il se pose la question de savoir ce qui peut être considéré comme recettes régulières. Les manuels des Nations Unies ne sont pas très explicites sur la question du traitement de revenu ad hoc, de revenus forfaitaires et des aubaines. Considérons, par exemple, le cas d'un travailleur migrant qui envoie des fonds aux membres de sa famille vivant ailleurs. En principe de tels transferts doivent être traités, s'ils sont seulement occasionnels et irréguliers, comme des transferts de capital. Toutefois, il serait difficile d'établir des critères pratiques adéquats pour faire cette distinction. Les cadeaux de nouvel an, qui dans certaines sociétés peuvent être assez importants, constituent un autre exemple. Sur la base du critère de

de régularité on peut estimer qu'ils devraient être considérés comme des transferts courants alors que les cadeaux occasionnels seraient considérés comme des transferts de capital. Toutefois, il est aussi possible de dire que la nature des cadeaux, qu'ils soient réguliers ou pas, est la même, et de ce fait les deux types de cadeaux devraient être traités de la même façon.

b) Recettes en nature

D'autres problèmes de frontière peuvent surgir lorsqu'il s'agit de déterminer quelles recettes sont des recettes en nature. Comme le stipulent les manuels des Nations Unies "les paiements des salaires et traitements en nature sont formés de produits alimentaires, de logement et autres facilités, qu'ils soient produits par l'entreprise de l'employeur ou achetés auprès des tiers, consentis gratuitement ou à tarifs réduits aux employés... Malgré les difficultés que présente la collecte auprès des ménages des informations sur le revenu en nature, celles-ci sont très utiles. Par conséquent un très grand effort devrait être fait pour les obtenir, surtout dans les pays en voie de développement." (129, paragraphe 4.8).

Ne sont pas considérés comme revenu en nature les avantages versés aux employés pour la santé, l'éducation et autres avantages analogues qui profitent tant aux employés qu'aux employeurs (1.18 para. 7.15).

c) Recettes non considérées comme un revenu

Les dépenses du ménage peuvent être en partie financées par des recettes n'entrant pas dans les concepts de revenu tels que définis ci-dessus. Des informations sur de telles recettes non considérées comme un revenu peuvent présenter un grand intérêt dans l'étude de la valeur des flux monétaires du secteur ménage. Les recettes non considérées comme un revenu comprennent : les retraits des caisses d'épargne, les recettes provenant de la vente de ses biens, les emprunts nets, les remboursements des prêts consentis et les transferts de capital reçus. Dans les manuels des transferts de capital, la définition donnée des transferts de capital comprend : (a) les dommages payés pour accidents par les compagnies d'assurance à l'exception des rentes viagères, (b) des recettes provenant des dommages de guerre, inondations et autres calamités, (c) l'héritage et autres transferts de capital reçus de tiers, et (d) des revenus d'investissement dans les entreprises individuelles incluses dans le secteur ménage.

d) Consommation du capital fixe

Il est dit dans les manuels des Nations Unies que les informations nécessaires pour estimer la consommation du capital fixe des entreprises individuelles des ménages ne peuvent probablement pas être obtenues directement des ménages. Ainsi, il est recommandé de considérer comme consommation brute de capital fixe les revenus provenant de l'exploitation d'une entreprise. (En SCN ce type de revenu est défini comme consommation nette de capital fixe).

e) Revenus des domestiques

D'après les manuels des Nations Unies les domestiques et les employés des entreprises familiales qui vivent dans le ménage doivent être considérés comme membres de celui-ci. De ce fait leurs salaires doivent être inclus dans le re-

venu du ménage. Toutefois, certains pays considèrent que cette procédure gonfle artificiellement le revenu du ménage et de ce fait excluent de celui-ci de tels salaires. Toutefois, des sommes d'argent gagnées hors du ménage par cette catégorie de membres devraient de toute façon être incluses dans le revenu du ménage.

f) Données sur le revenu obtenues à partir des fichiers

Les données sur les statistiques de distribution de revenu de plusieurs pays, y compris la Belgique, la Norvège et la Suède, sont basées essentiellement sur des données obtenues auprès des services des impôts. Lorsque cette procédure est utilisée, il pourrait encore s'avérer nécessaire d'obtenir quelques informations supplémentaires sur des recettes non imposables. Dans les statistiques concernant les groupes à bas revenu de la Norvège pour 1973, des informations sur certaines recettes non imposables telles que les allocations familiales ont dû être collectées à partir d'autres sources, et pour les publications relatives à la distribution du revenu annuel en Suède des informations complémentaires sont fournies par des organismes gouvernementaux d'assurances, les bureaux de sécurité sociale et autres organismes.

g) Activités de production du ménage

Dans le SCN il est recommandé que "toute production de produits primaires, qu'elle soit destinée à l'auto-consommation, au troc ou à la vente, soit incluse dans la production brute. Il est aussi souhaitable d'inclure dans la production brute. Il est aussi souhaitable d'inclure dans la production brute (i) la production d'autres produits que les producteurs produisent pour la consommation de leurs ménages et qui sont aussi destinés au marché et (ii) le traitement de ce type de produits primaires par les producteurs en vue de la fabrication des produits comme le beurre, le fromage, la farine, le vin, l'huile, les tissus destinés à leur propre utilisation bien qu'ils ne vendront pas une partie de ces articles". (1.18 para. 6.19).

Quelques pays estiment que ces recommandations sont trop restrictives et que l'on devrait inclure d'autres activités suivant la situation d'un pays à un moment donné. Toutefois, il est généralement admis que la valeur estimative des responsabilités générales à assumer au sein du ménage ne doivent pas être incluse dans son revenu. De ce fait la valeur estimative du temps passé à la préparation de la nourriture, la garde des enfants, la lessive, etc... est exclue du revenu du ménage.

5. Définition des dépenses des ménages

a) Concept

Comme dans le cas du revenu des ménages, la définition des dépenses des ménages est fonction des buts particuliers d'une enquête. Il importe de définir clairement le concept qui doit être utilisé et, de ce fait, de faire une différence entre les dépenses de consommation des ménages, les dépenses de non-consommation et autres décaissements. Les manuels des Nations Unies fournissent des propositions quant à la définition de ce concept, conformément à la SCN.

Les manuels identifient deux concepts de consommation des ménages : dépenses de consommation finale des ménages et consommation totale de la population. Dans la première catégorie entrent toutes les dépenses en espèces consacrées aux biens et services destinés à la consommation, les biens produits et consommés par le même ménage - y compris la valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires - et les biens et services reçus en nature. Il conviendrait d'y inclure les taxes sur les ventes payées à l'achat de biens et services. Il est habituellement possible d'obtenir directement auprès des ménages les renseignements requis pour calculer les dépenses de consommation finale des ménages.

Ladite catégorie n'inclut pas les impôts sur le revenu et autres impôts directs, les versements au titre de retraite et autres prestations de sécurité sociale et les primes d'assurance connexes, les envois de fonds, les dons et autres transferts, les pertes au jeu et dépenses similaires.

La deuxième catégorie est définie dans les manuels des Nations Unies comme étant la somme des dépenses de consommation finale des ménages, le paiement des intérêts des dettes de consommation, le paiement d'autres transferts courants, la valeur des biens et services fournis gratuitement ou à des coûts réduits aux ménages par des organismes ou industries privés de l'Etat ne touchant aucun bénéfice, et des subventions payées par l'Etat qui sont incluses dans la consommation totale de la population. Il n'est pas possible d'obtenir auprès des ménages individuels les renseignements requis pour calculer la consommation totale de la population, de même les données, fussent-elles disponibles dans les archives administratives et autres sources, ne peuvent être rapportées aux ménages individuels. Toutefois, il peut être possible en se basant sur les renseignements obtenus des enquêtes et d'autres sources, d'évaluer la distribution de la consommation totale de la population selon de grands groupes socio-économiques, ainsi qu'on le recommande dans les manuels des Nations Unies (1.29, tableau 2 et 3).

b) Correspondance avec d'autres recommandations

A certains égards, le concept de dépense de consommation finale des ménages défini dans les manuels des Nations Unies diffère du concept de dépense de consommation finale des ménages utilisé dans le Système de Comptabilité Nationale, par exemple, les dépenses pour l'immatriculation d'un véhicule à moteur, l'obtention de permis de conduire, l'utilisation d'un poste de radio, etc., sont classées dans le SCN (Système de Comptabilité Nationale) soit comme des taxes directes ou comme des droits obligatoires, des amendes et des sanctions, alors qu'elles sont incluses dans le flux "des autres transferts courants payés" dans les manuels, comme le sont les primes d'assurance brutes.

6. Problèmes posés par la définition de la dépense

Le choix entre diverses approches quant à la quantification des dépenses de consommation, la détermination de différences parmi les dépenses de consommation et de non-consommation et autres décaissements des ménages, et le rapport de ces concepts avec la comptabilité nationale et autres domaines de la statistique sont des problèmes qui requièrent une étude lorsque l'on planifie des enquêtes sur les dépenses des ménages.

a) Application de la période de référence

Lorsque l'on collecte des renseignements sur la dépense, il y a trois approches différentes quant à la quantification des dépenses de consommation :

- (i) la valeur des biens et services effectivement consommés au cours de la période de référence;
- (ii) la valeur totale de tous les biens de consommation et services rendus au cours de la période de référence indépendamment du fait qu'ils sont entièrement payés ou non pendant la période;
- (iii) les paiements effectués au titre de biens et services reçus au cours de la période de référence sans tenir compte du fait qu'ils ont été entièrement reçus ou non au cours de la période.

La première approche nécessite que des variations de stock au cours de la période de référence soient vérifiées, c'est-à-dire qu'il conviendrait que les stocks soient mesurés et évalués au début et à la fin de la période de référence. En ce qui concerne les produits durables, cela pourrait même impliquer la vérification du montant de l'amortissement durant cette période. Les deuxième et troisième approches ont trait aux dépenses sur les biens et services aux fins de consommation et peuvent être toutes les deux désignées comme méthode d'acquisition. La différence entre les deux versions réside principalement dans le traitement des produits achetés à crédit ou autres formes de crédit, les paiements effectués longtemps avant la livraison étant relativement rares.

Le choix de l'approche est largement fonction de la nature de l'économie ou du secteur intéressé de l'économie là où la consommation des produits essentiels provient pour une large part de produits domestiques ou de paiements en nature reçus saisonnièrement ou même annuellement, il semble que l'approche de consommation soit la plus appropriée. Toutefois, du fait de grandes difficultés de mesure dans l'approche de consommation, la plupart des études sur les dépenses des ménages dans les pays développés et dans les zones urbaines des pays en développement se basent sur la deuxième et la troisième approches.

En ce qui concerne les biens durables achetés à crédit, le Système de Comptabilité Nationale recommande d'inclure dans les dépenses totales de consommation des ménages, la valeur des achats, selon le coût total du crédit et de traiter les paiements à tempérament comme des réductions des engagements.

Quelle que soit l'approche choisie, il est préférable d'utiliser la même pour toutes les régions d'un pays ou pour tous les produits de dépense de consommation dans le cadre d'une même étude afin d'éviter des problèmes relatifs aux résultats globaux.

b) Décaissements de non-dépense

Certains décaissements des ménages ne sont pas couverts dans le concept de dépense des ménages. Ces décaissements de non-dépense peuvent être divisés en dépenses de formation brute de capital et celles de transferts financiers effectués. Dans la formation brute de capital entrent :

Les augmentations des stocks des entreprises familiales, les achats nets de terrains et d'actifs incorporels, l'épargne et le montant net des prêts, les avances et remboursement d'avances, la formation brute de capital fixe (dépenses sur les biens de consommation durables qui peuvent être achetés ou produits à son propre compte) et les dépenses pour toute autre transaction financière. Dans les transferts financiers effectués ~~entre~~ les paiements des impôts sur l'héritage, les dons financiers à des organismes ne touchant pas de bénéfices, les paiements des legs et des transferts de capital à d'autres ménages. Bien que lesdits produits ne soient pas inclus dans les dépenses des ménages, il peut être possible et commode de collecter aux fins de la comptabilité nationale ou à d'autres fins spécifiques.

c) Rapport entre revenu et dépense

A chaque valeur imputée du revenu en nature correspondrait une valeur de dépense de consommation. Ainsi, la valeur locative nette imputée des logements occupés par leurs propriétaires, les produits alimentaires et autres biens et services produits par les ménages eux-mêmes sont enregistrés tant comme revenu des ménages que comme dépense de consommation. Il conviendrait de ne pas inclure en tant que dépense de consommation des ménages les produits auto-consommés par les ménages et qui ne sont pas enregistrés comme un revenu (voir sous-section D.4 (Chapitre) plus haut).

Un genre d'écart qui peut surgir entre le revenu et la dépense truche l'achat et la vente de produits usagés entre les ménages. L'on compte fréquemment de tels achats comme dépense de consommation du ménage acheteur, mais comme en principe, le coût de l'achat initial était également enregistré comme dépense de consommation du ménage du propriétaire initial, la dépense totale de consommation du ménage au niveau global s'est accrue de façon impropre du fait du montant des flux entre les ménages. Pour éviter ce double compte il conviendrait, en principe, que la valeur des ventes des produits de seconde main soit enregistrée comme dépense négative de consommation pour le ménage vendeur et comme dépense positive de consommation pour le ménage acheteur.

E. Besoins de données et classifications

Les données essentielles qui doivent être collectées sur le revenu et les dépenses des ménages dans les enquêtes incluent les éléments du revenu et autres recettes, les postes de dépense et autres décaissements et des renseignements sur des caractéristiques générales du ménage et de ses membres. Il n'est pas aisé d'obtenir certains éléments du revenu et de la dépense par une interview du ménage. Pour d'autres, il convient de poser toute une série de questions pour obtenir suffisamment de renseignements sur chaque élément. Concernant le revenu et les dépenses en nature, il importe de prendre des dispositions particulières pour la collecte et le traitement des informations.

1. Caractéristiques du ménage et caractéristiques individuelles

Il y a lieu de pouvoir lier les renseignements sur le revenu et les dépenses à d'autres renseignements sur le ménage et ses membres, attendu que ces renseignements sont nécessaires pour préparer des tabulations à partir desquelles il peut être possible de tirer des conclusions importantes. Ces types de renseignements peuvent être collectés concurremment avec les données sur le revenu et les dépenses, ou peuvent être obtenus en reliant des données avec celles d'autres sources (2.55, 2.63).

Les caractéristiques générales du ménage et les caractéristiques individuelles sur lesquelles sont régulièrement collectées les données dans les enquêtes sur les ménages sont traitées dans le premier chapitre de cette partie de ce manuel et dans les recommandations des Nations Unies sur les recensements de la population et de l'habitat. On trouvera dans les autres chapitres de cette partie de ce manuel de plus amples renseignements sur divers sujets. En 1978 les Nations Unies ont publié une étude globale des variables sociales, démographiques et sujets connexes, y compris les références et illustrations des recommandations internationales et des activités nationales (2.53, deuxième et troisième parties). A la fin de cette partie du présent manuel sont également fournies les références à toutes les recommandations internationales sur les concepts statistiques, les classifications et les définitions.

2. Revenu des ménages et autres reçus

Comme il est indiqué antérieurement, la collecte de renseignements sur le revenu par des éléments détaillés plutôt que par de grands postes entraîne habituellement des revenus totaux plus exacts, attendu que les malentendus et les omissions risquent moins de survenir. De surcroît, on a l'avantage d'obtenir des renseignements détaillés qu'il est possible d'utiliser pour nombre d'études spéciales. Ces dernières sont considérablement facilitées par les installations modernes et automatiques de stockage et recherche de données, qui permettent davantage de stocker et de rechercher les données dans leur forme initiale désagrégée. Ceci est simplifié par l'existence de moyens modernes et automatisés de stockage et de rétablissement des données ce qui facilite le stockage et le rétablissement des données sur leur forme initiale et détaillée.

Afin d'obtenir des renseignements dans une interview, il est fréquemment nécessaire de subdiviser un poste du revenu en sous-postes, chacun étant représenté par une question qui est définie de façon si précise qu'il ne peut exister le moindre doute quant aux renseignements requis.

Il se peut que certains renseignements soient ignorés des ménages eux-mêmes, et s'ils sont fondamentaux pour les résultats de l'enquête, l'on pourra décider de les imputer ou de les obtenir à partir d'autres sources, par exemple des archives administratives ou patronales.

Le revenu en nature des ménages constitue parfois une part importante du revenu total et, par conséquent, il peut se révéler hautement prioritaire de le saisir dans une enquête. Ceci est normalement bien fait lorsque les enquêteurs reçoivent les instructions de décrire avec précision les biens ou services reçus en termes de quantité, qualité, etc., et de laisser le soin au Bureau Central de

la Statistique d'estimer les valeurs. De ce fait, il est possible de garantir que des méthodes d'évaluation cohérentes et logiques sont utilisées. Pour faciliter la tâche des enquêteurs, il est souhaitable de leur permettre d'utiliser les unités de mesure de leur choix et de convertir les mesures en unités standardisées à un stade ultérieur.

A mesure que chaque élément du revenu est enregistré, il conviendrait de noter l'individu qui le reçoit, chaque fois que cela est possible, de façon à ce qu'il puisse être classé par rapport aux autres caractéristiques de l'individu.

Les données requises et quelques problèmes de classification pour chacune des principales sources du revenu sont traités ci-dessous.

Traitements et salaires

Il conviendrait de collecter des renseignements sur les traitements et les salaires bruts (y compris les impôts) et séparément pour chaque individu et chaque emploi occupé. Il faudrait que les montants incluent des paiements tels que les commissions, les pourboires et les primes, les indemnités du coût de la vie et loisirs, les congés-payés et congés-maladie et autres paiements directs effectués par l'employeur pour des absences relativement courtes. Il importerait d'enregistrer séparément les paiements des impôts et versements au titre de retraite et autres prestations de sécurité sociale (voir plus loin). En principe, les traitements et salaires des travailleurs et personnel domestiques payés par les ménages devraient être enregistrés comme son revenu si lesdites personnes sont membres du ménage.

Il conviendrait de décrire avec précision les traitements et salaires en nature, tels que les produits alimentaires, le logement, autres biens et services qui sont fournis gratuitement à l'employé ou à des coûts réduits afin que leur valeur puisse être évaluée.

Les versements des employeurs à la sécurité sociale et plans similaires

Il est fréquent que les employés ne connaissent pas le montant versé par leurs employeurs à la sécurité sociale et aux organismes similaires. A moins de pouvoir imputer ou obtenir le montant à partir des archives administratives, il peut être nécessaire d'omettre cet élément du revenu.

Revenu des membres des coopératives de producteurs

Les données requises pour cet élément du revenu ne diffèrent pas de ceux des autres activités de l'entreprise. Entrent dans cette catégorie les revenus et les bénéfices distribués des membres qui participent au fonctionnement et à la gestion de la coopérative. On considère comme traitements et salaires les revenus des personnes qu'emploie la coopérative. Dans le Système de la Comptabilité Nationale, le revenu des membres des coopératives de producteurs est combiné avec le revenu brut de l'entreprise et classé dans cette catégorie.

Revenu brut de l'entreprise des entreprises individuelles

Cet élément du revenu est l'un de ceux sur lequel la collecte des données est la plus difficile et l'un de ceux qui sont le plus gravement touchés par la sous-estimation. Cette situation est imputable à l'imprécision des questions, à la crainte de l'imposition et au manque de contrôles. Du fait de ces difficultés, il importe de mettre un accent particulier sur la collecte de renseignements sur cet élément.

Comme indiqué plus haut, il conviendrait de faire une subdivision en sous-éléments. En maints cas, il peut se révéler utile de bâtir le questionnaire de telle façon qu'il y ait des sections portant respectivement sur la production brute, la consommation et les ventes des ménages, pour chaque domaine de l'activité tels que l'agriculture, la zootechnie, le commerce, la manufacture, la construction, les services, la sylviculture, la chasse, etc. A l'intérieur de chaque domaine, une autre division est nécessaire, par exemple, faire une liste des diverses cultures, des différents types d'animaux, etc. Les conditions nationales devraient déterminer quels produits il conviendrait spécialement de noter. En règle générale, il faudrait que seul un nombre infime de produits soit relégué dans la catégorie "autres".

Pour chaque domaine de l'activité, il importe d'enquêter sur les dépenses courantes des entreprises afin de fournir des renseignements pour le calcul des bénéfices d'exploitation. De telles dépenses peuvent, par exemple, être destinées, s'agissant de l'agriculture, à l'achat des graines, des engrais et aux salaires versés.

Il peut être difficile de séparer les dépenses courantes pour les ménages eux-mêmes des dépenses destinées aux entreprises. Un problème semblable se pose lorsque l'on veut séparer des dépenses le capital et des dépenses courantes des entreprises. Dans les deux cas, il est nécessaire d'avoir un questionnaire précis et détaillé afin d'obtenir le degré de détail voulu dans les renseignements.

Pour les entreprises presque constituées en sociétés, le problème est moindre, dans la mesure où ce genre d'entreprises tiennent régulièrement leurs comptes à jour et séparent ainsi l'économie des entreprises de l'économie familiale. Dans la mesure où les profits non-distribués ne rentrent pas dans le secteur familial, ils n'ont pas besoin d'être couverts dans une enquête sur le revenu des ménages. Il suffit donc dans ce secteur d'étudier les retraits de revenus venant des entreprises presque constituées en sociétés.

Les directives des Nations Unies recommandent de considérer comme revenu de l'entreprise la consommation brute estimée de capital fixe, les renseignements sur le revenu de l'entreprise pouvant être difficile à obtenir des ménages. Toutefois, si les renseignements sont collectés sur des avoirs, il peut être possible d'imputer la consommation de capital fixe des valeurs des avoirs qui sont utilisés dans les activités de l'entreprise.

Loyers imputés des habitations occupées par leurs propriétaires

A l'instar du revenu en nature en général, il conviendrait d'imputer la valeur des loyers pour les habitations occupées par leurs propriétaires après la collecte de données pour assurer une procédure d'évaluation uniforme et cohérente. Il importe, par conséquent, que les enquêteurs enregistrent suffisamment de renseignements sur la taille de chaque habitation, le nombre de pièces, les matériaux de construction, l'équipement, la location, etc., afin de permettre une imputation appropriée du loyer.

Il y aurait lieu que le loyer imputé représente le loyer brut normalement payé pour une habitation de même standing diminué des dépenses courantes engagées pour la maintenance et l'entretien et diminué d'intérêts hypothécaires payés. Dans les manuels des Nations Unies, le revenu locatif net imputé pour les habitations occupées par leurs propriétaires est classé comme revenu de la propriété.

Dans les zones où aucune habitation n'est louée, il peut être préférable d'évaluer la valeur locative comme valeur de la construction multipliée par un taux d'intérêt normal de l'épargne et de l'amortissement.

Intérêt, dividendes et loyer

Il conviendrait que l'on détermine avec précision par des questions appropriées quelle partie du revenu se réfère au revenu de la propriété. Les loyers et les redevances reçus pour l'utilisation de bâtiments, du terrain, les droits d'auteurs et les brevets devraient être collectés séparément et classés dans les loyers. Les recettes ordinaires peuvent provenir de divers types de propriété tels que le terrain, les bâtiments ou l'équipement. Il est possible d'obtenir des intérêts sur le revenu à partir de déclarations financières telles que les dépôts d'épargne, les obligations et les prêts ainsi que pour les crédits accordés à d'autres ménages ou entreprises.

Il conviendrait que les renseignements sur les dépenses engagées concernant le revenu de la propriété soient enregistrés pour chaque élément du revenu. De telles dépenses peuvent, par exemple, être consacrées à des impôts, des coûts de maintenance courants et en particulier, au revenu locatif, au paiement des intérêts hypothécaires.

Prestations de sécurité sociale

Il importerait que ce produit comprenne les transferts des pouvoirs publics aux ménages. En voici quelques exemples : les profits et suppléments des assurances-chômage, les accidents, les prestations pour maladie et dédommagements, la vieillesse, les pensions d'invalidité et pensions versées aux ayants droits, les prestations familiales, et les remboursements des frais médicaux.

Les profits d'annuité sur l'assurance-vie et les pensions

Les reçus des pensions à enregistrer ici sont ceux qui n'entrent pas dans la sécurité sociale. Ils peuvent soit être tirés de fonds de pension organisés de façon indépendante qui touchent des groupes spécifiques d'employés, soit être payés par un employeur comme indemnités forfaitaires de pension.

Les annuités d'assurance-vie se réfèrent aux sommes courantes perçues des compagnies d'assurances par des ayant droits. Les pensions d'assurance forfaitaires telles que les réclamations d'assurance pour les sinistrés (par exemple, les paiements pour dommages dûs à l'incendie) ne doivent pas être enregistrées dans cette catégorie étant considérées comme des transferts de capital.

Autres transferts courants

Dans cette rubrique entrent les transferts aux ménages qui n'ont pas été couverts dans les rubriques antérieures. Ils sont, par conséquent, non-contractuels et l'on peut citer, par exemple, les paiements d'assistance sociale des organismes de l'Etat, des bourses des institutions à but non lucratif. Les prestations sociales directes des employeurs et les dons provenant d'autres ménages.

Impôts directs

Les montants payés par les membres du ménage pour les impôts directs peuvent soit être déduits par l'employeur avant le règlement du traitement ou du salaire, soit être payés personnellement par le soutien du revenu. Il importe particulièrement, lorsque l'on perçoit un traitement ou salaire nets, de s'assurer que le revenu net est enregistré dans la rubrique adéquate et que l'on note séparément les impôts directs.

Il conviendrait d'inscrire les impôts indirects, tels que la TVA, dans les dépenses de consommation des ménages puisqu'ils sont compris dans le prix d'achat de chaque article.

Contributions versées à la Sécurité Sociale et à la Caisse de retraite

Ces contributions sont versées par les employeurs eux-mêmes. Il arrive parfois que ces contributions soient déduites avec les impôts directs du salaire ou du traitement avant qu'il ne soit payé à l'employé. Il est par conséquent nécessaire de déterminer si le salaire ou traitement déclaré inclut ou non les contributions à la sécurité sociale et à la caisse de retraite.

3. Dépenses des ménages et autres décaissements

Selon les caractéristiques et les buts de l'étude et les ressources disponibles, le niveau de détail à atteindre, dans la collecte des données variera considérablement. Dans nombre de pays développés, il est demandé aux ménages de noter toutes les dépenses de consommation article par article en indiquant le prix, le poids, le volume et la quantité, en plus du nom et de la description du produit. Dans les pays où, du fait de l'analphabétisme ou d'autres raisons, les enquêtes sur les dépenses des ménages doivent être faites par des interviews plutôt que par des carnets journaliers ou autres formes écrites remplis par les membres du ménage, il n'est fréquemment pas possible d'obtenir des données aussi détaillées sur les dépenses. Toutefois, il est toujours pratique, dans les deux cas, d'utiliser les mêmes classifications de base des dépenses, de telles classifications comprennent habituellement des niveaux différents de précision.

Même lorsque l'on donne aux ménages et/ou aux enquêteurs des instructions précises, il convient de faire d'importants contrôles au niveau central afin de vérifier les classifications et de séparer les décaissements non destinés à des dépenses des dépenses des ménages.

Un problème particulier se pose pour les ménages engagés dans des activités d'entreprise, puisqu'il n'est pas toujours aisé de distinguer les dépenses touchant les entreprises des dépenses de consommation des ménages. Si, par exemple, un ménage gère un petit restaurant, il conviendrait d'envisager les achats de produits alimentaires pour le restaurant comme dépenses d'entreprise, alors qu'il importerait de classer comme dépenses de consommation des ménages l'achat de produits alimentaires destinés à la consommation propre du ménage. Dans la pratique, toutefois, il se peut que le ménage ne soit pas à même de séparer les deux types de dépenses si les achats et la gestion des stocks sont communs.

Classifications

Le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies inclut une nomenclature des biens et services des ménages pour la classification et les dépenses de consommation (1.18, tableau 6.1). Les biens et services sont classés selon le but de la dépense engagée. Les produits sont classés en services et biens non-durables, semi-durables et durables.

Lors du calcul des indices de prix et de quantité, les pays en développement appliquent habituellement des classifications qui correspondent globalement au code à un chiffre de la nomenclature présentée au tableau 6.1 du Système de Comptabilité Nationale. Toutefois, les aliments, les boissons et le tabac sont généralement classés avec des détails supplémentaires correspondant au code à deux ou trois chiffres de la nomenclature SCN ci-dessus citée. Dans les pays développés à économie de marché, la classification appliquée correspond largement au code à deux chiffres du Système de Comptabilité Nationale.

Il conviendrait que les pays garantissent que la nomenclature choisie à des fins de comptabilité nationale soit compatible avec toute classification qu'il sera possible d'établir à d'autres fins, telle que le calcul de l'indice de prix à la consommation. Ainsi les données sur les prix et les dépenses peuvent être reliées et les données issues de la comptabilité nationale comparées aux données obtenues des enquêtes sur les dépenses et le revenu.

4. Problèmes relatifs à la mesure

Dans nombre de pays, notamment dans les pays en développement, les transactions économiques en nature sont très importantes. Il n'est pas rare de trouver parfois que le revenu des ménages en nature représente plus de la moitié du revenu total des ménages. Dans les pays développés, le revenu en nature apparaît habituellement sous la forme de bénéfices de l'emploi, par exemple les déjeuners gratuits, et la valeur locative des habitations occupées par leurs propriétaires.

Au fins d'évaluer le revenu total d'un ménage, il importe d'imputer les valeurs des produits du revenu non-liquides. Pour garantir l'utilisation de méthodes d'évaluation correctes et cohérentes, il est préférable d'imputer les valeurs au bureau central, après la collecte de données, ~~imputation basée sur~~ les renseignements obtenus sur le terrain par les enquêteurs.

Il conviendrait d'aligner la valeur locative des habitations occupées par leurs propriétaires sur les loyers d'habitations aux caractéristiques et situation géographique similaires, déduction faite des coûts d'habitation réglés effectivement, tels que les impôts, les intérêts sur les emprunts, les charges d'assainissement et d'eau et les réparations et la maintenance.

Dans les zones où pratiquement toutes les unités d'habitation sont occupées par le propriétaire et où les données sur la valeur locative marchande ne sont pas disponibles, il est difficile d'imputer une valeur locative. Il peut donc être nécessaire que l'enquêteur décrive certains traits de l'habitation pour l'évaluation, au bureau central du loyer suivant les principes généraux.

Dans une étude menée en zone urbaine en 1975/76 en Israël, la rubrique logement d'habitation imputée fut évaluée comme le coût d'opportunité de capitaux investis dans l'habitation plus la valeur de l'amortissement. En Suède, les statistiques sur la distribution du revenu montrent que la valeur imputée des habitations occupées par leurs propriétaires est prise comme le taux d'intérêt normal sur cette part de la valeur marchande du logement qui dépasse les prêts contractés pour celui-ci.

Les biens et services qui proviennent de la production propre du ménage, comme paiement pour un travail ou comme dons, peuvent être évalués soit aux prix à la production soit aux prix de détail. Dans le Système de Comptabilité Nationale, l'on recommande que la production à son propre compte soit évaluée aux prix à la production. Ceci fournit une mesure du revenu passé dans la consommation des denrées de base plutôt que dans leur vente. Des pays ont envisagé et utilisé nombre d'autres approches, notamment la valeur aux prix de détail locaux, compte tenu des problèmes pratiques de collecte des données et des diverses utilisations des renseignements collectés. Elles sont traitées de façon détaillée dans les manuels des Nations Unies (4.29, par 4.18-4.20).

Quelle que soit la base de l'estimation utilisée, il importe qu'elle le soit tant pour le volet revenu que le volet dépenses des comptes du ménage. Si la valeur imputée est importante, il conviendrait de l'enregistrer séparément des autres dépenses et revenu.

Il en découle un problème particulier de mesure dans les pays et en période d'inflation exceptionnellement élevée. En pareils cas, il n'est pas possible d'utiliser les données collectées au cours d'une période de l'année sans procéder à des ajustements. En Israël, l'on introduisit en 1975 une méthode grâce à laquelle les revenus des ménages sont actualisés avec un indice trimestriel afin d'obtenir des revenus comparables dans le temps.

F. Evaluation, tabulation et présentation des résultats

Après la collecte des données, il importe d'évaluer leur qualité et, le cas échéant, de les ajuster. Ce n'est qu'une fois la qualité des données assurée qu'il convient de présenter en tableaux les résultats et de préparer des rapports généraux et particuliers.

1. Evaluation des résultats

Il faut que les données brutes collectées sur le revenu et les dépenses subissent plusieurs traitements importants avant qu'elles soient prêtes pour la tabulation. Par exemple, les transactions en nature doivent être évaluées monétairement ainsi qu'il a été traité plus haut, et si l'on a utilisé des périodes de référence différentes, il convient d'en retenir une comme standard.

Pour évaluer la validité et la fiabilité des résultats, il est nécessaire de procéder à des contrôles des données. S'agissant du revenu et des dépenses, nombre de contrôles logiques sont faisables. Voici des exemples de réponses illogiques : aucun enfant inscrit à l'école n'est enregistré dans le ménage, bien que les droits scolaires aient été enregistrés parmi les dépenses, le revenu de l'emploi apparaît alors qu'aucun emploi n'a été enregistré, etc. Une autre façon d'évaluer les données consiste à comparer le revenu global avec les dépenses globales. Du fait de difficultés à obtenir des données fiables sur le revenu, l'on trouve fréquemment que les dépenses déclarées dépassent de loin le revenu déclaré.

La Thaïlande a entrepris un contrôle différent en préparant un compte de patrimoine pour chaque ménage, où les décaissements monétaires totaux étaient comparés aux encaissements monétaires totaux pour le mois précédent. Si le compte était déséquilibré de plus de 15 pour cent, on réinterviewait le ménage.

Les comparaisons de données globales obtenues d'autres sources statistiques, lorsqu'elles sont disponibles, sont aussi souhaitables. Il arrive souvent que les données de comptabilité nationale contiennent des renseignements utiles aux fins de comparaison des données sur les dépenses et le revenu des ménages.

Les pays qui ont procédé à des comparaisons avec les comptes nationaux ont généralement trouvé que la couverture des données sur le revenu par l'enquête est de loin meilleure pour les salaires et traitements que pour les revenus de l'entreprise. En Turquie le revenu global reporté dans l'enquête représentait environ 85 pour cent du chiffre correspondant de comptabilité nationale.

Une autre méthode d'évaluation possible est la comparaison des dépenses globales des ménages pour certains produits choisis avec les données sur les ventes desdits produits. Pour les principales données de base, il peut être possible de contrôler si la production plus les importations et les changements de stock équivalent aux consommations plus les exportations.

Il conviendrait de faire particulièrement attention à l'évaluation des réponses sur les produits qui posent des problèmes, tels que le revenu de l'entreprise, le revenu de la propriété, la consommation des boissons alcooliques, etc.

2. Tabulations

Il est extrêmement important de planifier et de présenter dans le rapport de l'enquête un programme de tabulation exhaustif et réaliste. Dans de nombreux pays, il peut constituer la source la plus importante de renseignements sur les conditions économiques des ménages.

A l'heure actuelle, aucune norme reconnue internationalement n'existe et les pratiques nationales de tabulation diffèrent considérablement. Des indications et des illustrations pour les tabulations des données sur le revenu et les dépenses ont été présentées par le BIT (2.21, 2.22) et les Nations Unies (1.23, 1.31). Les tabulations présentées dans ces deux dernières publications se basent principalement sur celles des directives des Nations Unies.

Parmi des caractéristiques qui sont couramment recommandées pour les tableaux croisés figurent la taille et le type de ménages suivant des catégories socio-économiques. Les autres caractéristiques, relatives au chef de ménages ou aux autres membres du ménage, sont le sexe, l'âge ou le groupe d'âge, urbain-rural, niveau d'étude atteint, l'emploi, le type d'activité, branche d'activité économique, situation géographique, national ou ethnie, et principalement source de revenu.

Ces deux publications recommandent généralement que les tableaux relatifs au revenu présentent la répartition de la taille de revenu suivant le nombre de ménages et celle du revenu total disponible par ménage et par tête d'habitant. Il importerait de classer le revenu total des ménages et le revenu total disponible des ménages en fractiles de ménages et de membres du ménage.

Parmi les tableaux des dépenses recommandés, l'on accorde une priorité absolue aux dépenses moyennes et par tête des ménages selon le produit, ou sous-groupe de produits, classées suivant le niveau de revenu des ménages. Sont également prioritaires les dépenses moyennes et par tête d'habitant des ménages selon les groupes percentiles des ménages ainsi que le nombre des ménages selon les groupes de taille des dépenses croisés avec les caractéristiques principales des ménages.

Exception faite du revenu et des dépenses, il est suggéré de mettre en tableau d'autres variables telles que la formation brute de capital et la possession de certains biens durables. Elles peuvent être classées par groupes suivant la taille du revenu ou par groupes percentiles des ménages rangées selon le revenu total des ménages. Pour nombre de tableaux susmentionnés, il importe particulièrement de montrer séparément les valeurs des transactions en nature. Il conviendrait de montrer séparément l'équivalent estimé en dépenses du revenu en nature dans les tableaux des dépenses pour au moins les larges catégories de dépenses suivantes : (i) logement, (ii) les aliments, (iii) autres biens et services.

Les classifications en fractiles des ménages et des membres des ménages citées plus haut sont tout particulièrement importantes aux fins de comparaisons internationales, dans la mesure où elles ne requièrent aucune conversion de données exprimées en monnaie nationale commune.

Les pratiques nationales des tabulations révèlent une grande variété et une certaine hétérogénéité. Cela tient en partie aux buts différents des enquêtes et aux diverses conditions nationales. Néanmoins, il a souvent été constaté que les enquêtes lourdes et onéreuses n'ont été entreprises que pour omettre des tabulations valables qui auraient pu être faites avec les données collectées.

Une faiblesse courante dans la présentation des données sur le revenu est que les distributions et les moyennes sont habituellement faites sur une base ménage, alors qu'une base de membres du ménage permettrait de faire des ajustements à partir de la taille des ménages. Toutefois, il arrive parfois que le revenu soit classé selon la taille du ménage.

Un autre inconvénient courant quant aux présentations des distributions du revenu est que le revenu moyen des déciles ou autres fractiles des ménages ne ressort pas. Une présentation en fractiles, y compris la moyenne de chaque fractile présente des avantages certains par rapport aux tableaux les plus courants qui donnent la répartition des ménages suivant la taille du revenu, dans la mesure où elle permet de saisir plus aisément la distribution et où les comparaisons internationales sont plus aisées. En outre, les tabulations des ménages par groupes de taille de revenu sont parfois faites avec de très petits groupes de revenu bruts, alors qu'une tabulation plus détaillée fournirait des renseignements beaucoup plus utiles.

Habituellement, il n'est utilisé qu'un concept de revenu dans les tabulations. Si l'impact des impôts directs, etc., est négligeable, cette procédure suffit, mais en cas de forte imposition, la valeur des renseignements est moindre.

Les dépenses de consommation sont généralement présentées comme dépenses moyennes des ménages par produits ou groupe de produits. Comme avec le revenu, des chiffres par habitant sont rarement calculés. Il arrive parfois que l'on présente les dépenses des ménages en les classant suivant la taille du revenu.

3. Analyses

Lorsque les données ont été collectées, évaluées et présentées en tableaux, il est possible de les utiliser pour diverses analyses. Outre les classifications susmentionnées avec différentes variables, il peut également être intéressant de faire des analyses spéciales sur l'inégalité ou la demande, par exemple. Pour des analyses sur la distribution du revenu, il est courant de calculer des caractéristiques de dispersion de la distribution telles que le coefficient Gini, le pourcentage d'égalisation maximum, le coefficient de variation ou l'écart interquartile. Le calcul des effets de redistribution des impôts et des prestations publiques est également très important. Il conviendrait de calculer les erreurs d'échantillonnage pour toutes les principales variables.

Dans certains pays, on a le sentiment qu'en dépit d'une bonne planification de l'enquête, les renseignements collectés sur le revenu des ménages seront toujours incomplets. C'est pourquoi le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont mis au point des méthodes grâce auxquelles les données obtenues à partir d'enquêtes sur les ménages sont combinées avec des renseignements obtenus d'autres sources telles que les déclarations fiscales et les renseignements sur les prestations sociales (2.55). Parmi d'autres conditions préalables on peut citer la nécessité d'utiliser des concepts et des classifications compatibles pour toutes les enquêtes.

4. Présentation

Il conviendrait que les données sur le revenu et les dépenses soient publiées le plus exhaustivement possible afin de rendre les résultats utiles pour un grand nombre d'utilisateurs. Les résultats de l'enquête devraient être présentés, ainsi qu'une description des méthodes employées pour les obtenir (plan d'échantillonnage, procédure de travail dans le terrain, etc.) afin de faciliter l'interprétation des données. Il importerait de fournir une estimation de la variance des données pour chacun des postes importants du revenu et des dépenses. Il conviendrait également de fournir des renseignements sur les taux de réponse des diverses strates de la population ainsi que sur l'échantillon théorique et initial, le taux effectif de réponse. Il faudrait également mentionner les autres éléments qui peuvent avoir influencé la fiabilité des données sur l'enquête, ainsi que le résultat de toute investigation faite concernant l'importance des erreurs non dues au sondage.

Il conviendrait de fournir des renseignements sur les définitions appliquées, les classifications utilisées et les méthodes d'évaluation des transactions en nature.

Aux fins de comparaison internationale de la consommation totale privée des biens et services, il serait très utile que la présentation contienne des renseignements complémentaires sur le coût total et le nombre des bénéficiaires des divers services publics et autres services sociaux reçus gratuitement. Les services reçus gratuitement d'autres ménages ou d'organisations volontaires contribuent également beaucoup au niveau de vie de certains ménages. Autant que faire se peut, il conviendrait que le rapport de l'enquête attire l'attention sur ces services chaque fois que cela est nécessaire.

G. Mise au point et tenue à jour des bases de données

Ces dernières années les possibilités de faire un usage continu des données d'enquêtes après la publication des tableaux de base et des rapports se sont énormément accrues du fait de progrès rapides dans les diverses techniques de traitement des données. Afin de tirer le maximum d'avantages de ces possibilités il convient de construire et de maintenir une base de données, c'est-à-dire un ensemble de données élémentaires sous leurs formes initiales, qui permettra que les données soient disponibles pour un usage répété. Avec le concept de base de données, toutes les données non globales sont préservées, mais dans une forme accessible.

Le concept de base de données est particulièrement intéressant pour nombre d'études socio-économiques, comme de telles utilisations requièrent habituellement une combinaison des renseignements sur divers domaines tels que le revenu, les dépenses, l'emploi, la santé, le logement, etc.

Pour permettre une utilisation active, soignée et aisée de la base de données, un degré considérable de coordination et d'intégration s'impose. Des concepts, classifications et définitions harmonisés sont nécessaires pour la collecte et la compilation de statistiques dans différents domaines et sources. Parmi les sources importantes à considérer dans la planification d'une base de données, on trouve les recensements démographiques et les archives publiques, pour ne citer qu'eux, ainsi que des enquêtes par sondage.

Aux stades initiaux de la coordonnation et de l'intégration statistiques, les avantages importants sont principalement l'augmentation des possibilités de comparer et de combiner les résultats des différentes enquêtes. A un stade plus avancé dans les travaux, il est possible d'étudier diverses techniques de collationnement et de production de données sur les ménages, en utilisant des données obtenues de plusieurs sources telles que les enquêtes par sondage, les recensements démographiques et les archives publiques.

La publication des Nations Unies sur la mise au point de bases de données intégrées (2.55) traite de techniques de collecte, de stockage, de gestion et de diffusion des données. Elle souligne que la disponibilité des données élémentaires apporte une souplesse dans les tabulations, dans la mesure où elles préservent des choix pour des utilisations à fins multiples et non prévues. Pour ce qui **concerne** les données globales, il est mis l'accent sur la nécessaire concordance des données de l'enquête avec des totaux globaux de contrôle ainsi que sur la cohérence des définitions, concepts, classifications et unités choisis.